

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/116
13 septembre 2003

(03-4899)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ZAMBIE

Déclaration de S. E. M. Dipak Patel
Ministre du commerce et de l'industrie

Je souhaite tout d'abord remercier sincèrement, au nom de ma délégation, le gouvernement et le peuple mexicains pour la chaleureuse hospitalité dont ils ont fait preuve à l'égard de ma délégation et de moi-même depuis notre arrivée dans cette belle ville de Cancún.

Je saisis également cette occasion pour féliciter les Royaumes du Népal et du Cambodge pour le courage qu'ils ont eu en accédant à l'OMC. En outre, je salue les organisations telles que la CNUCED, le CCI et bien d'autres, partout dans le monde, pour leurs efforts visant à mettre en lumière les questions du commerce mondial et de la pauvreté.

Lors de la création de l'OMC, résultant de la signature des Accords de Marrakech en 1994, j'avais le privilège d'être le Ministre du commerce de mon pays. Ce dernier s'est engagé à soutenir les idéaux de l'OMC en faveur d'un lendemain meilleur pour un PMA tel que le mien: la Zambie.

Au terme de près de dix ans écoulés depuis la réunion de Marrakech, le réalisme conduit à constater que les règles du commerce et du développement demeurent inéquitables pour les pays les moins avancés et les pays en développement.

En Zambie, la plupart des gens qui vivent avec moins de 1 dollar par jour estiment que les règles de l'OMC et les positions adoptées par les pays riches du Nord sont biaisées en leur faveur et à l'origine de coûts et de souffrances importants pour les pauvres.

Néanmoins, la Zambie a, en 12 ans, libéralisé son économie et avancé, espérant que l'esprit d'équité et la sensibilité prévaudraient. Cependant, cela n'a pas été le cas. Nous sommes maintenant dans une impasse: en effet, des partenaires tels que le FMI, entre autres, nous imposent des conditions qui restent irréalistes. Un bon exemple à cet égard est le cas où il nous est demandé, à nous pays pauvres, de réduire nos droits de douane et où il nous est dit que les institutions de Bretton Woods peuvent nous accorder des prêts pour compenser nos pertes de recettes. Or, la plupart des pays pauvres sont déjà criblés de dettes et, tandis que le processus très lent de démantèlement de la dette suit son cours, il nous est demandé d'accepter davantage de prêts. Cela limite d'autant plus notre marge de manœuvre en matière d'ajustement.

La structure actuelle du régime commercial multilatéral est telle qu'elle ne nous offre et ne peut pas nous offrir d'importantes perspectives de croissance et de développement au rythme indispensable. Bien qu'elle se soit efforcée, ces deux dernières décennies, de réformer son commerce en adoptant des mesures de politique libérale, la Zambie rencontre encore un certain nombre d'obstacles en cherchant à atteindre des niveaux significatifs de développement. Son PIB s'élève à 3 milliards de dollars environ. Ce chiffre est bien inférieur à ce que certains pays dépensent au titre de leurs budgets hebdomadaires. C'est pourquoi mon pays souhaite un système commercial

multilatéral qui réponde aux besoins des économies les plus vulnérables, surtout dans le cadre du présent cycle de négociations.

L'autre question préoccupante est la transparence des travaux menés à l'OMC. Je reconnais certes les efforts menés à cet égard en faveur d'un processus ouvert à tous. Cependant, la tendance croissante à publier des documents sous la responsabilité du Président est inquiétante. Il devient donc difficile pour les délégations de reconnaître ces documents comme les leurs. Cela compromet le principe d'un processus piloté par les Membres, sur lequel l'OMC est fondée. Pourquoi est-il alors demandé aux Ministres de présider des réunions ministérielles si nous ne pouvons pas déterminer notre propre ordre du jour?

Enfin, je souhaite joindre ma voix et celle de mon pays à l'appel de Kofi Annan en faveur d'un commerce équitable et de la loyauté. Nous débattons depuis trop longtemps des questions préoccupant les pays pauvres. Nous connaissons les questions. Les pays riches du Nord ne peuvent pas les éviter mais ils continuent à ne pas assumer leurs responsabilités morales au niveau mondial.
